

ÉDITORIAL

C'est avec plaisir que nous vous présentons le spécial Afrique de MIR en Action. Ce numéro est consacré aux BGA en Afrique. Cette nouvelle formule fait un zoom sur le travail entrepris dans les différentes régions du monde et les défis à relever particuliers à chacune d'elles.

L'édition de l'hiver de MIR en Action sera consacrée à l'Europe. Nous invitons nos membres en Europe à parler de leur action, nous sommes sûrs qu'eux aussi ont beaucoup de choses à nous faire partager. Merci d'avance à nos branches, groupes et affiliés de nous envoyer leurs articles d'ici le vendredi 28 novembre 2008 pour l'édition d'hiver de MIR en ACTION, numéro 49.

— Stan Morris, éditeur

PLAIES OUVERTES

par le Mouvement de la Réconciliation Zimbabwe (FOR Zimbabwe) Programme Éducation et Formation à la Non-violence*

“Violence politique à Epworth, Harare, après les élections harmonisées de mars 2008 au Zimbabwe”

e-bulletin L'Union nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique, ZANU PF, et le Mouvement pour le changement démocratique, MDC, sont les principaux acteurs dans le paysage politique zimbabwéen. Acteur mineur, mais avec lequel il faut néanmoins compter, un groupe dissident du MDC mené par le professeur Arthur Mutambara vient ajouter son grain de sel à la scène politique. Simba Makoni, ancien ministre des finances du gouvernement du ZANU PF, qui a décidé de quitter le parti juste avant les élections du mois de mars pour se présenter comme candidat à la présidence n'a pas eu grand succès.

e- Ce qui laisse essentiellement le MDC, avec la majorité au Parlement, et le ZANU PF, qui l'a perdue, comme les deux acteurs politiques majeurs.

Un tour rapide de ces deux partis donne une meilleure compréhension du climat politique ambiant. L'histoire du ZANU PF est empreinte de violence. Ce parti révolutionnaire a conquis l'indépendance du Zimbabwe, mais en menant une guerre de libération extrêmement violente et haineuse qui s'est soldée par de nombreux morts, déplacés et mutilés. Peu après l'indépendance, le gouvernement du ZANU PF s'est à nouveau engagé dans un conflit violent, transformant la région de Matabeleland en zone de guerre, théâtre du combat politique entre le ZANU PF et Joshua Nkomo, leader de la Zimbabwe African Peoples Union, ZAPU, qui s'est poursuivi sans relâche jusqu'en 1987 quand un accord d'unité fut signé. Durant son régime, le ZANU PF s'est imposé par la violence et la peur inspirée à la population. Pour la plupart, ses héros



Photo: Blogflict, the official blog of iConflict.com

sont qualifiés de vaillants combattants, un terme à la connotation violente, perçu comme tel. Aussi, la brutalité avec laquelle il a mené la confiscation des exploitations agricoles n'a-t-elle pas surpris, et moins encore la violence des représailles après avoir perdu les élections de mars, qui constituent en partie ce rapport.

Le cordon ombilical qui relie par ailleurs le MDC au mouvement ouvrier dont il est issu est difficile à couper. Au début des années quatre-vingt, le mouvement ouvrier du Zimbabwe était étroitement lié au ZANU PF. Les relations se sont tendues au milieu des années quatre-vingt-dix, les ouvriers réalisant peu à peu leur vulnérabilité. Voyant l'arrogance du gouvernement, le mouvement ouvrier et quelques groupes de la société civile se sont coalisés pour donner naissance au MDC, ce que le ZANU PF ne leur

Dans ce numéro:

- **Plaies ouvertes** p 1
- **WPP: Lancement officiel antenne régionale africaine** p5
- **Formation professionnelle des jeunes en Ouganda** p 7
- **ONU** p 9
- **Nouvelles du personnel** p 11
- **LIVRE WATCH** p 12
- **EVENEMENTS** p 13
- **NOUVELLES** p 14
- **OPPORTUNITES** p 15

...Suite à la page suivante

plaies ouvertes...

a pas pardonné. Il les a qualifiés de traîtres cherchant à défaire les acquis de la lutte pour la libération. De l'opinion générale, si notre système électoral avait été véritablement libre, le MDC aurait dû être au pouvoir dès 2001.

C'est dans ce contexte que le Zimbabwe est allé une nouvelle fois aux urnes en mars 2008. Le MDC est sorti majoritaire des élections au parlement et son leader Morgan Tsvangirai a gagné la course présidentielle, mais n'aurait pas obtenu, officiellement, la majorité requise pour être proclamé président. Il fallait donc un second tour de scrutin entre les deux premiers candidats à la présidentielle, Morgan Tsvangirai du MDC et Robert Mugabe du ZANU PF. L'intention pour noble qu'elle puisse paraître a été détournée pour le pire, le ZANU PF usant de l'appareil d'Etat et son réseau de base bien huilé pour se lancer dans une campagne de violences sans précédent, où beaucoup ont perdu la vie, leur biens ou ont été mutilés. La violence de la campagne a été telle que Morgan Tsvangirai s'est finalement retiré. Epworth, l'une des zones les plus affectées située aux limites d'Harare a connu l'enfer. Ce sont les événements d'Epworth que nous voulons documenter ici. Ce rapport n'est pas exhaustif, mais mentionne tout ce que nous avons pu apprendre et constater aux fins d'information et qui sera utilisé dans la seconde phase du projet, consistant en une campagne de non-violence active et un processus de réconciliation à Epworth.

BASES DE CAMPAGNE POLITIQUE

Le ZANU PF avait mis en place des centres de campagne à Epworth, comme ailleurs dans le reste du pays.

Ces centres, ou bases, étaient dirigés par des jeunes, le plus souvent sous la conduite de vétérans (les anciens combattants de la guerre de libération). Tous les soirs, les gens étaient forcés d'assister aux réunions politiques de leur section, où chaque foyer devait être représenté. Le déroulement de ces réunions était ponctué de chants de guerre, de discours politiques et de propagande. C'est dans ces bases que les partisans présumés du MDC étaient jugés. Beaucoup y ont trouvé la mort aux mains des milices. Beaucoup y ont subi des mutilations. Pendant ces réunions, tous les électeurs ont subi des intimidations.

Les réunions se prolongeaient toute la nuit, les commandants des bases faisaient eux-mêmes justice. La police n'avait aucun contrôle sur ces bases, ni sur ce qu'il s'y passait. C'était l'anarchie complète, l'autorité civile, politique et juridique était exercée par des commandants.

Les fillettes devaient aller sous la contrainte faire la cuisine dans les bases. Plusieurs cas de viols ont été signalés, mais la police n'a rien fait.

L'horreur s'était installée, surtout pour les jeunes enfants qui ont vu des gens se faire battre et se faire tuer. Les centres dictaient aux gens où et pour qui voter. Pour bien montrer qu'ils entendaient se faire obéir, quiconque supposé être un sympathisant du MDC était battu brutalement, certains y ont laissé la vie. Les noms des absents aux réunions étaient notés et leur famille punies.

Les habitants étaient obligés de fournir de la nourriture aux dirigeants des bases. Une situation extrêmement pénible, car Epworth est un quartier où vivent les plus pauvres, qui ont à peine de quoi à avoir un repas décent par jour. Selon toute vraisemblance, l'objectif premier des bases était d'installer la peur au sein de la communauté d'Epworth, qui a toujours voté MDC depuis sa création.

Dans l'une des bases d'Epworth, située dans un lieu appelé familièrement New Gada, sept personnes ont été tuées et la communauté essaye encore de comprendre pourquoi une telle violence.

Si les bases aujourd'hui ont été démantelées, le traumatisme, les plaies qu'ils ont ouvertes, les morts, les conséquences émotionnelles seront extrêmement difficiles à effacer. Le plus terrible est que certaines jeunes filles victimes de viols devront peut-être apprendre à vivre avec les sida, Epworth connaissant un taux élevé de prévalence du sida.

Restent les questions. Quelle cause politique, qui d'autant plus a perdu le soutien du peuple, peut justifier le meurtre, la torture, le viol, le déchirement social ? Fallait-il d'ailleurs, demander des élections, quand on est torturé pour ses convictions politiques ? Est-ce que cela a profité à la population, ou sommes-nous forcés à perpétuer un régime politique qui a pratiquement perdu toute légitimité.

Peut-être un jour aurons-nous une réponse à ces questions. Mais si les bases de campagne sont maintenant démantelées, l'expérience vécue elle, sera longue à s'effacer des esprits. La douleur d'avoir perdu des êtres chers, morts dans les bases, restera au fond des cœurs. Les jeunes filles seront hantées par le souvenir des viols par les milices. Comment ceux qui ont été mutilés, battus pourront-ils pardonner et peut-être oublier. Avec la grâce de Dieu, l'avenir le dira.

L'ENFER VECU PAR LA COMMUNAUTE

Les journées étaient généralement calmes, les commandants de bases, les vétérans et les jeunes tirant leurs plans et choisissant leurs cibles. Certains ont eu la chance d'être informés avant qu'il ne soit trop tard, comme la famille Shonhiwa qui a pu sauver ses biens les plus précieux en les mettant ailleurs avant de fuir pour sauver leur vie. Leur petite maison de deux pièces a été rasée. Ils vivent

...Suite à la page suivante

plaies ouvertes...

maintenant chez des parents et tentent de comprendre. D'autres ont eu moins de chance. M. et Mme Moyo ont vu tous leurs biens réduits en cendres avec leur maison, entièrement détruite. Ils ont pu heureusement s'enfuir sans être battus.

Les jeunes mobilisés dans les bases détruisaient ou incendiaient les maisons et passaient les gens à tabac sur tout la nuit. A l'heure où nous rédigeons ce rapport, M. et Mme Moyo ne vivent plus à Epworth.

Déclarée zone interdite aux partisans du MDC, les milices ont aussi déclaré Epworth zone libérée.

Ce qui est loin d'avoir été l'expérience de M. Eunice, frappé à coups de hache à la jambe alors que son ami était frappé à la tête. Il a survécu, pas son ami.

Les violences variaient en nature et niveau. Certains étaient frappés à coups de bâtons, d'autres avec des billes de bois, les uns à coups de poings, les autres à coups de hache ou de machette, d'autres ont été brûlés avec des plastiques.

Une nuit, Mr. Musua a été roué de coups de bâton et de matraque.

Les motifs des violences variaient aussi. Pour le simple fait d'être présumé être sympathisant du MDC, ou parce qu'un parent était sympathisant du MDC, ou encore pour n'avoir pas assisté à une réunion de la base.

Le cas de M. et Mme Noriti est particulièrement cruel. Tous les deux sont atteints du sida. Au paroxysme de la campagne, la maladie empêchait M. Noriti d'assister aux réunions et sa femme qui le soignait, ne pouvait pas non plus y aller. N'étant pas représentés, ils ont été accusés d'être de sympathiser avec le MDC. Une nuit, leur maison avec tous leurs biens a été incendiée. Ils vivent maintenant chez leur grand-mère. L'état de santé de Mme Noriti est critique, une aggravation qui serait une conséquence directe de l'expérience qu'ils ont vécu.

Dans le quartier Overspill, des enfants ont été obligés de chanter pendant que leur maison familiale était rasée.

Mme Bero elle, a été rattrapée par le passé. En 2003, pendant une fête à l'occasion du diplôme de son fils, elle avait laissé tomber de son portefeuille une carte de membre du MDC en présence de collègues. Une preuve jugée suffisante qu'elle était une sympathisante du MDC depuis cinq ans. Pour ce 'crime', sa maison a été détruite, mais elle a échappé à la bastonnade. Elle vit toujours à Epworth.

La campagne de violences politiques s'est accompagnée d'actes purement délictueux. Les jeunes s'emparaient des biens trouvés dans les maisons qu'ils brûlaient, vélos tout terrain, radios, télévisions, téléphones portables ou tout

autre objet de valeur.

Dans la cellule sept d'Epworth, une famille a vu sa radio et bicyclette aller à un voisin, qui les utilisent aujourd'hui. Au motif qu'ils font partie du MDC et que leur voisin est un ardent partisan du ZANU PF.

Moses Guzha a payé pour les "crimes" de son frère sympathisant du MDC. Ne pouvant mettre la main sur son frère, ils ont passé leur colère sur Moses, qui a été battu à deux reprises et accusé de trahison. Jusqu'à maintenant, personne ne sait où se trouve son frère. Le seul espoir de la famille est qu'il n'ait jamais pu être trouvé, car elle craint autrement qu'il ne soit qu'un parmi tant d'autres disparus à jamais.

M. et Mme Marufu vivent maintenant chez des amis à Braeside, un quartier à faible densité, après s'être vus ciblés. Leur plus grand crime ayant été leur absence aux réunions de la base.

D'autres, comme Moira Ncube n'ont pas attendu le désastre imminent et ont tout simplement disparu pour sauver leur vie. Leurs maisons ont été détruites après leur disparition. La plupart d'entre eux étaient connus comme sympathisants du MDC et savaient que rester à Epworth était risqué.

L'ENGRENAGE

Alors que certains ont subi des violences parce qu'ils soutenaient le MDC, d'autres en ont été victimes uniquement parce qu'ils avaient des parents sympathisants du MDC. D'autres encore parce qu'ils avaient plus d'argent, et certains parce que le chaos a été l'occasion de règlements de comptes.

L'épisode a marqué un déchirement du tissu même de notre culture africaine qui fait notre fierté. En Afrique, nous avons le respect des anciens et chérissons le système familial étendu.

Des jeunes d'à peine 17 ans n'hésitaient pas à battre un homme de 42 ans. Pire encore, on a vu ces jeunes forcer de vieilles femmes à se dévêtir avant de les battre. Dans notre culture, voir une femme nue est tabou, qui plus est une vieille femme, et pire encore de la battre.

De tels déchirements sociaux et culturels sont extrêmement difficiles à réparer. Il est certain que cette violence systématisée a laissée son empreinte sur l'esprit de nombre de jeunes hommes, qui savent maintenant ce que c'est que violer, tuer, profiter sans travailler et voler. Un courant difficile à renverser.

Sous couvert de campagne politique, des règlements de comptes d'ordre politique et social ont dressé frère contre frère, sœur contre sœur.

...Suite à la page suivante

plaies ouvertes...

Dans le quartier de Domboramwari, deux familles autrefois étroitement liées ne se voient plus. Un frère de sang est allé dire aux partisans du ZANU PF que la famille de son jeune frère soutenait le MDC. Un acte qui a amené la souffrance, la maison et les biens de la famille de son jeune frère ont été détruits, la famille battue. Elle vit maintenant dans un abri de fortune, à 200 mètres de celui qui les dénoncés comme sympathisants du MDC.

Vivre un peu mieux que le reste de la communauté est devenu un désavantage. Par pure envie et jalousie, beaucoup se voient privés de leurs maisons et de leurs biens, anéantis au simple motif qu'ils soutiennent le MDC.

LES SEQUELLES

Une immense colère, la haine, l'esprit de vengeance ressortent des entretiens conduits avec la plupart des victimes. Jamais un tel climat d'animosité n'a régné à Epworth, certains jurant de régler les comptes dès qu'ils en auront l'occasion.

Clifford, du quartier de Domboramwari, a juré de se venger de la perte de ses biens et de sa maison quoi qu'il arrive ; Esnath du quartier d'Overspill est catégorique, ils n'en n'ont pas fini avec elle.

Mai Tatenda, comme d'autres, ne supporte pas de voir l'assassin de son frère courir en liberté dans les rues d'Epworth, et s'est jurée de se faire elle-même justice quand elle le pourra.

A en juger du nombre qui a toujours voté pour lui, le MDC a la majorité des habitants d'Epworth de son côté. Depuis sa création, le MDC a remporté les élections à Epworth. Etant donné cet état de fait, on ne peut que se demander ce qu'il risque de se passer une fois la fumée dissipée, s'ils décident de se venger.

De fait, le MDC s'est déjà mobilisé une fois dans le secteur de la cellule sept, s'attaquant à un représentant du ZANU PF et n'a interrompu l'offensive qu'à l'arrivée de milices et forces de sécurité de l'Etat envoyées en renfort. La situation est tendue, extrêmement instable. Il y a un besoin urgent de créer, stimuler et asseoir une culture de non-violence comme mode de vie et moyen de transformation, d'engager la communauté dans un processus de réconciliation et d'apaisement.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Ayant évalué le climat et la dynamique à Epworth, nous voulons maintenant entamer une campagne de non-violence active, ainsi qu'un processus de réconciliation. Nos principaux partenaires dans ce projet sont les églises de la communauté d'Epworth avec lesquelles nous avons tra-

vailé ces dernières années. Nous leur confierons la poursuite du projet, qui doit devenir un projet communautaire continu de médiation et résolution de conflits.

Comme le dit le proverbe, vouloir c'est pouvoir.

** Cet article est un extrait du rapport soumis par Makios Phiri de FOR Zimbabwe. Pour le rapport intégral, veuillez contacter Makios Phiri à makios@yahoo.com.*

Remerciements

Nous ne saurions dire notre reconnaissance pour le soutien moral que nous avons reçu de nos frères et sœurs du MIR, de nombreux mouvements pour la paix partout dans le monde, d'amis au Zimbabwe et à l'étranger.

Nos remerciements ne pourraient être complets sans mentionner Quakers Australie, qui nous a également fourni un soutien financier grâce auquel nous avons pu entreprendre ce projet à hauts risques, la première phase d'un projet plus vaste.

Notre cœur tremble à la pensée du travail accompli par nos observateurs. Ce sont eux qui ont fait le travail préparatoire, rassemblant pour nous les informations présentées ici. Une tâche extrêmement difficile, dangereuse. Parfois sans manger, parfois menacés et insultés. A vous artisans de la paix, que Dieu vous bénisse.

Dédicace

Ce rapport est dédié à ceux qui ont perdu la vie, qui ont été mutilés, qui ont perdu leur maison, leurs biens. A ceux qui ont survécu. Puissiez-vous sortir des ténèbres, être la lumière en pardonnant à ceux qui vous ont fait du mal.

“Il suffit que les hommes et les femmes de bonne volonté se taisent pour laisser la place au mal, nous refusons de nous taire !”

Photos: IFOR/WPP stock

Programme Femmes Artisanas de la Paix (WPP) : Lancement officiel de l'antenne régionale africaine

par Isabelle Geuskens et Dorothy Attema
21 août 2008, Accra - Ghana

Le 21 août 2008, l'antenne régionale africaine a fêté son premier anniversaire, marqué par son lancement officiel à l'hôtel Alisa d'Accra, au Ghana. L'événement était organisé par WANEP (West Africa Network for Peacebuilding), affilié du MIR accueillant l'antenne régionale africaine du WPP.

Présidé par Kalie Sillah de WANEP, l'événement a été ponctué de discours et messages de solidarité par Euphemia Akos Dzathor, coordinatrice de l'antenne africaine, Joy Mbaabu, présidente du Conseil consultatif régional africain, Dorothy Attema, chargée du développement régional du programme WPP du MIR et Isabelle Geuskens, directrice du programme WPP du MIR. Des problèmes de vol ont empêché l'invitée d'honneur Betty Murungi, Secrétaire générale d'Urgent Action Fund Africa, d'être là. La ministre de la condition féminine et de l'enfance du Ghana Hajia Alima Mahama a lancé officiellement le programme.

Le public se composait d'onze organisations africaines membres du MIR, qui avaient suivi préalablement au lancement du programme une formation de trois jours sur le genre à Accra,



de représentants de la société civile ghanéenne et de la communauté internationale de donateurs.

Euphemia Akos Dzathor, coordinatrice de l'antenne, a souligné que durant les trois années à venir (2009-2011), le programme ciblera la formation de militantes africaines à l'action non-violente intégrant la notion du genre. Elles auront ainsi les moyens de servir comme formatrices la cause de la paix sur le continent.

Dans son discours d'ouverture, Mme Hajia Alima Mahama a rappelé que l'égalité des sexes est indissociable d'une société pacifique et a remercié le WPP d'avoir salué les efforts du gouvernement pour assurer la paix et la sécurité en Afrique.

Plusieurs journaux ont couvert le lancement du programme, dont The Daily Graphic (quotidien national du Ghana) qui a publié un article sur le Programme africain Femmes Artisanas de la Paix et une analyse plus détaillée du rôle des femmes dans l'établissement de la paix en Afrique.

Le Programme Femmes Artisanas de la Paix du MIR (WPP) a débuté en 1997. Il vise à soutenir et consolider les initiatives de femmes pour la paix. Ce soutien consiste d'une formation internationale annuelle de formatrices à la non-violence, de formations sur le genre et la non-violence, de campagnes telles que la Journée internationale des femmes pour la paix et le désarmement du 24 mai, d'une documentation sur les initiatives de paix entreprises par les femmes.



...Suite à la page suivante

régionale africaine...

Le WPP est fier d'annoncer le financement accordé par le Fonds MDG3 à l'antenne africaine, qui lui permettra de poursuivre son travail essentiel les trois prochaines années ! Le Fonds MDG3 [créé par le ministre néerlandais de la Coopération au développement pour améliorer la condition féminine dans le monde] a reçu 454 projets venus de monde entier. 45 ont été retenus, ces projets sont axés sur la violence envers les femmes, l'indépendance économique des femmes et leur participation à la prise de décisions. Nous félicitons chaleureusement notre antenne régionale d'avoir été reconnue pour son travail magnifique !

Pour lire les articles sur le lancement de l'antenne régionale : ifor.org/WPP/networking_regionaldesks.htm. ■

e-bulletin



Africa Regional Desk and IFOR's WPP staff and invited guests.

Photos: Mark Forget

Formation de jeune menuisiers, agriculteurs, cuisiniers et maçons dans le nord de l'Ouganda

par Marc Forget

L'organisation membre du MIR JYAK forme des jeunes ex-combattants et déplacés à de nouveaux métiers.

L'accord historique de cessation des hostilités entre le gouvernement ougandais et l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) signé en 2006, très vite converti en cessez-le-feu officiel, a créé dans le nord du pays des conditions suffisamment sûres pour FOR Ouganda (Jamii Ya Kupatanisha, ou JYAK, Mouvement de la Réconciliation en swahili), qui a ouvert des centres de formation devant aider les populations locales à reconstruire leur vie.

Profitant de ma visite en Ouganda fin mars, je suis allé voir deux de ces centres de formation mis en place pour faciliter la réinsertion sociale des jeunes, déstabilisés par 22 années de guerre, l'un des conflits les plus longs et tristement célèbre d'Afrique. Financé par une aide de 68 000 euros de l'UE, le projet assure le



Robert Ojok (L) and Charles Opiyo (R), carpentry students at Koch Goma.

fonctionnement de centres de formations dans six camps pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Il cible principalement les jeunes ex-combattants et d'autres jeunes, qui pour la plupart n'ont jamais connu la paix ou le village où ils sont nés. Les inscrits aux différents cours de formation professionnelle proposés dans les centres ont entre 18 et 30 ans, et ont tous reçu du gouvernement une attestation d'amnistie. Beatrice Amony, Richard Okwera et Bryan Halera de JYAK ont organisé ma visite dans ces deux centres, les deux sont à une heure et demie de la ville de Gulu.

Les centres que nous avons visités sont situés à Atanga et Koch Goma. Ils offrent des formations en charpenterie et menuiserie, agriculture, confection, restauration (cuisine et service), construction (pose de fondations en béton, maçonnerie, charpente de toiture, etc.), ainsi que les bases de l'entrepreneuriat. Les enseignants sont des professionnels qualifiés et expérimentés dans leur métier, certains viennent d'aussi loin que Gulu, faisant le trajet de plus d'une heure à mobylette sur une route défoncée.

Les cours se composent d'une première partie théorique brève, suivie de la pratique qui commence par la bonne utilisation des outils. Les fonds limités ne permettant pas d'avoir un outillage pour tous, les étudiants doivent souvent partager les outils de menuiserie ou les machines à coudre, ou reviennent le week-end pour pouvoir s'exercer.

Les centres produisent vêtements, lits, chaises, tables, portes et charpentes de toits. Il est prévu de donner aux communautés voisines une partie de ces produits, et quelques commandes sont prises pour la production et la vente d'éléments plus complexes, comme les portes. Des contrats de construction de petits bâtiments sont aussi négociés avec des particuliers et des entreprises locales. L'argent qu'ils gagnent avec ces contrats permet



Lucy Akello with Beatrice Amony, sewing workshop at Koch Goma.

...Suite à la page suivante

le nord de l'Ouganda...

aux jeunes hommes et femmes d'acheter les articles de première nécessité pour leur famille.

Au terme des 2 ans couverts par l'accord de financement avec l'UE, les centres auront formé 778 jeunes. Soit un coût par étudiant de 87,40 euros, un montant stupéfiant.



Carpentry student at Koch Goma.

Pour en savoir plus, contacter JYAK, à jyak@utlonline.co.ug

Ancien secrétaire général du Mouvement International de la Réconciliation, Marc Forget est actuellement chargé de mission du MIR. ■

ONU

par John Kim

“Rapport du représentant du MIR aux Nations Unies, Genève, 22 août 2008.”

« Nos nations doivent être unies dans l'effort de démocratisation des Nations Unies, unies dans leur détermination à préserver le monde, pour le bien des générations présentes et futures, du fléau de la guerre entre les Etats membres, d'actes d'agression tels que ceux qui se produisent en Irak et en Afghanistan. »

(Extrait du discours de Miguel d'Escoto Brockmann, Nicaragua, élu président de l'Assemblée générale, 4 juin 2008)

I) Nouvelles nominations aux Nations Unies

Plusieurs nouveaux dignitaires ont été élus ou nommés ces derniers mois à des postes importants au sein des Nations Unies. En juin 2008, S.E. Miguel d'Escoto Brockmann, prêtre et ancien ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, a été élu président de la 63e session de l'Assemblée générale, qui s'ouvrira le 16 septembre 2008. Le nouveau président, probablement le dirigeant le plus progressiste jamais élu à cet organe de l'ONU, devrait pousser la réforme du système onusien en faveur d'un renforcement du pouvoir de l'Assemblée générale. En juillet, l'Assemblée générale a approuvé la nomination de la Sud-Africaine Navanethem Pillay au poste de haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Ancienne présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda, juge à la Cour pénale internationale, elle prendra ses nouvelles fonctions le 1er septembre.

En août, le Secrétaire général Ban Ki-moon a également nommé Patricia O'Brien, d'Irlande, Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques et Conseillère juridique des Nations Unies, et l'américaine Jane Holl Lute Sous-Secrétaire générale à l'appui à la consolidation de la paix, un bureau qui assiste la Commission de consolidation de la paix.

II) Conférence annuelle 2008 DPI/ONG

Avec pour thème “Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : la Déclaration Universelle à 60 ans”, la conférence annuelle DPI/NGO se tiendra cette année au siège de l'UNESCO à Paris, du 3 au 5 septembre. Le MIR, qui prépare un atelier, enverra son secrétaire général.

Pour la première fois, la conférence se tiendra en dehors du siège des Nations Unies à New York. En partie en raison de travaux de rénovation des bâtiments, mais aussi parce que le Département de l'information de l'ONU (DPI)

souhaite voir plus d'ONG européennes et africaines. La conférence sera retransmise sur l'Internet. La conférence devrait se tenir l'année prochaine à Mexico.



III) Dialogue islamo-bouddhiste

Comme pour combler le vide laissé au siège des Nations Unies par le départ cette année de la conférence DPI/ONG pour Paris, une organisation bouddhiste, Global Family for Love and Peace (fondée par le maître Dharma Hsin Tao) prépare une intéressante conférence islamo-bouddhiste qui se tiendra les 3 et 4 septembre au siège de New York, sur le thème « Vers une famille mondiale : Célébrons le 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

Les sujets de débat seront 1) Perceptions bouddhiste et islamique des droits de l'homme et de la paix, contributions des deux religions ; 2) Les inégalités sociales dans les perspectives bouddhiste et islamique, action des deux religions.

Coparrainée par la Mission philippine, la conférence réunira 12 chefs religieux et universitaires, dont Shirin Ebadi, lauréat du prix Nobel de la paix, Dr. Iman Faisal, écrivain musulman, le Vénérable Thich Nhat Hanh. Pour plus d'informations, consulter www.gflp.org.

IV) Préparation de la Journée internationale de la paix

Une réunion préparatoire de la Journée internationale de la paix, observée le 21 septembre, s'est tenue le 17 juillet. Préalablement à la table ronde, le documentaire « The Day After Peace » a été projeté, retraçant l'action menée par le réalisateur britannique Jeremy Gillery pour qu'une Journée internationale de la paix soit instaurée et ses idéaux – cessez-le-feu et non-violence - observés partout dans le monde.

Aux côtés de Jeremy Gillery, ont participé à la table ronde Anwarul Chowdhury, ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies et président du Comité des ONG sur la Journée internationale de la paix, Susan Manuel, responsable de la Section paix et sécurité du Département de l'information, Michael Johnson, représentant de l'ONG Pathways to peace et Deborah Moldow, représentante de l'ONG World Peace Prayer Society.

L'ambassadeur Anwarul Chowdhury a parlé de sa rencontre avec le Secrétaire général Ban Ki-moon, lui demandant de lancer un appel en préparation de la Journée. Le 13 juillet, le Secrétaire général a adressé un message vidéo aux Etats membres et à la société civile, les appelant à entamer les préparations en vue de la Journée internationale

...Suite à la page suivante

UNO...

de la paix. Mme Moldow a demandé à chacun d'observer une minute de silence pour la paix, le 21 septembre à midi. Aux Nations Unies, le Secrétaire général fera résonner la Cloche de la paix le 19 septembre (vendredi). Hisser le drapeau des Nations Unies le 21 septembre est une autre suggestion pour marquer la journée.

Pour plus d'informations et suggestions d'activités, consulter :
www.internationaldayofpeace.org or www.peaceday2008.org.

V) Année internationale de la réconciliation

Pour mémoire, l'Assemblée générale a proclamé 2009 Année internationale de la réconciliation. Soutenue par certains pays d'Amérique latine touchés par les conflits, comme le Nicaragua, le Salvador et l'Argentine, la résolution a été adoptée par l'AG (A/Res/61/17) en novembre 2006.

La résolution énonce entre autres

«Constatant qu'il est particulièrement nécessaire et urgent qu'un processus de réconciliation ait lieu dans certains pays et certaines régions du monde qui ont traversé une situation de conflit, dont la société a pâti et par laquelle elle a été divisée sur les plans interne, national et international, ou qui se trouvent encore dans une telle situation,

Sachant que le dialogue mené dans un esprit de tolérance par des adversaires qui se respectent est une condition indispensable de la paix et de la réconciliation,

Sachant également que la vérité et la justice sont des éléments indispensables à la réalisation de la réconciliation et d'une paix durable,

Invite les gouvernements et les organisations internationales et non gouvernementales concernés à apporter leur appui aux processus de réconciliation se déroulant dans les sociétés touchées ou divisées et à organiser et réaliser des programmes appropriés dans les domaines culturel, éducatif et social afin de promouvoir l'idée de réconciliation, notamment en tenant des conférences et des séminaires et en diffusant l'information concernant la question. »

Rapport présenté par

John Kim
Représentant du MIR à l'ONU
22 août 2008

Frank Ostrowski et John Kim sont les représentants du MIR auprès des Nations Unies à New York.
L'Irak reste à New York une question majeure. ■

Nouvelles du personnel:

Le MIR est heureux d'accueillir dans son équipe Banafshe Hejazi, Franny Parren, Flora Quittau et Rada Pejic-Sremac. En qualité de stagiaires ou membres du personnel du secrétariat international d'Alkmaar, elles nous ont permis d'assurer une activité accrue...



Durant les trois mois qui ont séparé le numéro 47 de l'édition d'été de MIR en Action et ce numéro, l'activité du secrétariat s'est accélérée. Trois nouvelles stagiaires et une ancienne membre de l'équipe sont arrivées en juillet pour occuper diverses positions au sein de notre Mouvement International de la Réconciliation. Banafshe Hejazi, ancienne membre du personnel du Programme Femmes Artisanes de la Paix (WPP), a accepté le poste d'assistante du programme WPP. Franny Parren, militante expérimentée des droits de l'homme et de la paix, nous a rejoint au même titre. Toutes les deux se sont chargées de publications, de projets de recherche et de la révision de rapports internes. Nous avons ensuite fait appel à Rada Pejic-Sremac pour mettre sur pied notre nouvelle initiative de dialogue interreligieux, elle est venue compléter l'équipe sous contrat de bénévole à temps partiel.

Le 6 juillet, Flora Quittau arrivait de France pour assumer au secrétariat à Alkmaar les tâches d'assistante en communication. Flora s'est d'abord attelée à la tâche ardue de vérifier la validité des adresses électroniques rassemblées dans l'une des deux bases du secrétariat et d'actualiser les données des deux bases. Cela fait, étant de langue maternelle française, elle a ensuite traduit en français le numéro 47 de MIR en Action paru cet été. Sachant que Flora parlait couramment le français, il était prévu que les travaux de traduction lui prendraient la majeure partie de son temps. Outre le numéro de

MIR en Action consacré à l'Asie, elle a également traduit pour le personnel divers messages et documents, pris en charge la volumineuse traduction en français du rapport annuel 2007 du MIR et assisté le secrétaire général dans sa diffusion électronique. Vous trouverez les deux versions (anglaise et française) du rapport annuel sur notre site : <http://www.ifor.org/annual.htm>.

Flora a également développé les pages de quelques branches du MIR, FOR Zimbabwe, MIR Madagascar, MIR Congo, FOR Inde et FOR Bangladesh, qui sont hébergées sur notre site <http://ifor.org/>. Une activité particulièrement utile, tant pour nous au secrétariat que pour ces branches qui n'avaient jusqu'alors aucune présence sur le Web, et qui devraient mieux renseigner nos visiteurs. Dans un même temps, Flora s'est chargée de la correspondance électronique d'ordre général, de répondre aux appels téléphoniques, de la production de la lettre des jeunes du MIR Youth Opportunities de septembre et octobre. Et avant de devoir nous quitter au terme de son stage le 7 octobre, Flora a même rédigé le compte-rendu des réunions de Comité exécutif (EXCOM) et de la Fondation (Fondation) du MIR, tenues au secrétariat.

Flora : « Je tiens à tous vous remercier de ces trois mois fantastiques passés avec vous. Pour moi, cela a été une expérience enrichissante que je voudrais pouvoir prolonger. Je ne pouvais pas faire un meilleur stage. Pour tout vous dire, si j'ai eu un 16 sur 20 pour mon rapport de stage, c'est grâce aux tâches intéressantes qui m'ont été confiées. ■

APPEL A CONTRIBUTION : IFOR en ACTION

IFOR en ACTION no49 paraîtra en Décembre 2008, une édition spéciale sur les initiatives pour la paix et la non-violence en Amériques. Nous recherchons des contributions sous formes d'articles, entretiens, événements, activités récentes, ressources, photos, dates importantes, et tout ce que vous voudrez bien partager avec le mouvement IFOR. Le Secrétariat International vous invite chaleureusement à contribuer au prochain numéro d'IFOR en Action. Nous espérons avoir des nouvelles de nos Branches, Groupes et Affiliés en Amériques.

Contactez Stan Morris, éditeur (s.morris@ifor.org)

LIVRE WATCH

THE RESPONSIBILITY TO PROTECT

Ending Mass Atrocity Crimes Once and For All
de Gareth Evans
relié 29,95 \$; 16,99 £
349 pages

ELOGE A « LA RESPONSABILITE DE PROTEGER »

«La responsabilité de protéger est le principe le plus important et audacieux qui ait apparu sur la scène internationale depuis des décennies. Personne n'est mieux placé que Gareth Evans pour ouvrir le débat sur sa portée et son application aux crises contemporaines, telles qu'au Darfour, Myanmar et Zimbabwe. Et personne n'aurait pu mieux le faire que dans cet ouvrage exhaustif et nuancé.

»

Louise Harbo, Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme 2004-2008, Procureure générale des Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda 1996-1999.

Bruxelles, 12 septembre 2008. International Crisis Group est heureux d'annoncer la parution d'un nouveau livre de son président Gareth Evans, « The Responsibility to protect : Ending Mass Atrocity Crimes Once and for All », publié par Brookings Institution Press.

Confronté à l'holocauste, le monde avait juré ne « plus jamais ! » permettre que de telles atrocités se reproduisent. Pourtant, nombre de crimes de masse se sont perpétrés depuis, des champs de la mort au Cambodge aux machettes du Rwanda, au cauchemar du Darfour. Dans son nouveau livre, le président de l'International Crisis Group (groupe international de crise) Gareth Evans montre comment l'émergence du nouveau principe de responsabilité de protéger a changé fondamentalement cet état de choses et peut effectivement mettre fin une fois pour toutes à de telles souffrances de cette ampleur.

Le principe de la responsabilité de protéger (R2P) a vu le jour à la suite des catastrophes du Rwanda et des Balkans dans les années 90. Il repose sur un concept simple et puissant. La responsabilité de protéger la population des crimes de masse incombe au premier chef à l'État dont elle ressort. La souveraineté d'un État implique sa responsabilité, et non pas la liberté de tuer.

Mais lorsqu'un État ne veut ou ne peut pas arrêter ou

prévenir de tels crimes, c'est à la communauté internationale que revient la responsabilité collective d'intervenir, sans exclure une intervention militaire en cas de situations exceptionnelles ou extrêmes.

Le principe R2P a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale lors du sommet mondial de 2005. Mais de nombreux malentendus persistent quant à sa portée et ses limites, alimentés par son usage et mésusage dans les débats sur la réaction appropriée aux événements récents, comme en Irak, au Darfour, au

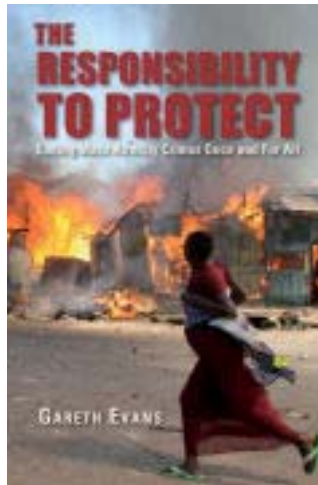
Myanmar et en Géorgie. Et beaucoup reste à faire pour consolider le soutien politique et renforcer les capacités institutionnelles.

L'ouvrage mesure la rupture avec le passé que représente le principe R2P, et comment, par la compréhension de sa portée et l'acceptation de son principe, et son application effective dans la pratique, la promesse du « plus jamais ! » peut enfin être concrétisée.

L'auteur

Gareth Evans est le président et directeur de l'International Crisis Group depuis 2000, il a été auparavant ministre des

Affaires étrangères d'Australie pendant huit ans. Co-président de la Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des États qui a lancé en 2001 le concept de la responsabilité de protéger, il a fait aussi partie du panel de haut niveau formé en 2004 par le secrétaire générale des Nations Unies qui a proposé avec succès son adoption en 2005 par le sommet mondial de l'ONU. ■



ÉVÉNEMENTS

Peacebuilding: Strengthening Policy and Practice

Birmingham, 17 – 21 novembre 2008

Le cours apprend aux participants à identifier les moyens constructifs d'opérer dans les conditions imprévisibles en perpétuelle évolution dans lesquelles nombre d'organisations humanitaires et de développement travaillent. Le cours est axé sur la relation entre politique et pratique dans les situations complexes.

INTEGRER LE CONTEXTE DU CONFLIT DANS LE CYCLE DU PROGRAMME

Responding to Conflict propose trois cours de deux jours, qui permettront aux directeurs, coordinateurs et intervenants de programmes de développement, aide humanitaire, construction de la paix et transformation de conflit d'intégrer sagement dans le cycle du programme une approche sensible au conflit.

Ces cours s'articulent autour d'une structure par étape, chacune s'appuyant sur la précédente – la première étant la planification, suivie de la mise en œuvre pour arriver à la phase d'évaluation. A chaque phase, en s'appuyant sur l'approche de la transformation du conflit, le contexte sera directement relié à votre programme, assurant la meilleure pratique.

Etape 1 : De l'analyse du contexte à la planification du programme : quel est le conflit ?

Londres 21 – 22 janvier 2009

Etape 2 : De l'analyse à l'intervention : en quoi le conflit influence-t-il la mise en œuvre de votre programme ?

Londres 16 – 17 février 2009

Etape 3 : De l'intervention à l'évaluation de l'impact : En quoi votre programme influence-t-il le contexte du conflit

Londres 16 – 17 mars 2009

Becky Wherrell
Marketing and Communications Officer
Responding to Conflict
1046 Bristol Road, Birmingham B29 6LJ
Tél : +44 (0)121 415 5641 Fax : +44 (0)121 415 4119
Courriel : rebecca@respond.org

Pour en savoir plus sur RTC : www.respond.org ■

'Qu'est-ce que je peux faire pour la paix ?'

Mouvement de la Réconciliation - Ecosse

Au travail ou à l'école, au sein de mon église ou de ma communauté... dans mon univers

La conférence annuelle de FOR Ecosse se déroulera du 29 au 31 mai 2009, au gîte St. Drostan's Lodge, Tarfside, Glenesk, Angus – au cœur de la plus belle des vallées d'Angus.

Le lieu est familial et le programme de la conférence pour tous les âges. Les enfants accompagnés ne paient pas – les étudiants demi-tarif. Frais de participation pour les adultes: 65 £ pour le week-end (vendredi soir au dimanche midi).

Un programme complet sera disponible d'ici quelques mois, réservez ces dates dès maintenant – pour réserver votre place, envoyez un acompte de 10 £ (non remboursable) à :

FOR Scotland Annual Conference,
9, Castle Street,
Brechin,
Angus DD9 6JW

Pour toutes questions, contacter David Mumford au 01356 622708 ou par email : dmumford3@btinternet.com ■

NOUVELLES

Dauphins Munzehirwa-Kataliko

Le 30 juin 2008, à l'occasion du 48ème anniversaire de l'indépendance de la République démocratique du Congo, le groupe DAUPHINS Munzehirwa Kataliko a lancé la campagne des jeunes de Bukavu pour la participation active à la reconstruction des pays sortant de la guerre, qui a fait à ce jour plus de 4 millions de morts.

Une conférence s'est tenue dans la paroisse catholique de Kadulu, avec pour thème de débat la participation des jeunes à la reconstruction et leur engagement, les jeunes étant l'espoir du pays.

Un documentaire sur ce thème a été projeté le même jour à Muhungu, suivi d'un débat enrichissant. D'autres programmes entrepris en octobre se poursuivent, visant à accompagner les jeunes dans cette période d'après—guerre.

Un camp de vacances organisé à ISDR BUGABO a réuni du 17 juillet au 23 août 2008 76 enfants de 7 à 13 ans, du lundi au vendredi de 8 à 13 heures.

Huit moniteurs ont animé pour les enfants diverses activités, telles que jeux, bricolage, chansons et danses, forum du cinéma, et notamment des activités sur la non-violence active.

Pour contacter DAUPHINS : + 2243 998667132, +243 853144160 ou dauphinsmk@yahoo.fr; dauphinsmunzehirwakataliko@yahoo.fr ■

Conseil œcuménique des Eglises

SALUANT LE PROTOCOLE D'ENTENTE AU ZIMBABWE, LE MOUVEMENT ŒCUMÉNIQUE DEMANDE QUE L'INTERDICTION DE L'AIDE SOIT LEVEE

Le Conseil œcuménique des Eglises (COE) s'est joint à une coalition d'organisations religieuses appelant à mettre fin à l'interdiction de l'aide humanitaire au Zimbabwe. Dans une lettre commune, le COE, l'Alliance Réformée Mondiale, la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants, les Alliances mondiales des YWCA et YMCA ont salué les négociations entreprises par les personnalités zimbabwéennes et africaines, qui ont abouti à la signature d'un protocole d'entente devant permettre la poursuite des discussions sur l'avenir du Zimbabwe. Dans cette même lettre, la coalition appelait à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à l'interdiction de l'aide humanitaire, à toutes les formes de violence politique et d'intimidation et créer un climat propice à une véritable réconciliation et à l'apaisement.

Pour lire la lettre : <http://www.oikoumene.org/?id=6159>

Pour les Eglises du Zimbabwe membres du COE : <http://www.oikoumene.org/?id=4654>

Pour des informations complémentaires : Juan Michel +41 22 791 6153, +41 79 507 6363, media@wcc-coe.org ■

OPPORTUNITÉS

**UNOY Peacebuilders
STAGES
Automne-Hiver 2008**

UNOY Peacebuilders propose aux jeunes des places de stage. Au sein d'une équipe internationale dynamique, ils pourront acquérir une expérience pratique de la construction de la paix, de nouvelles compétences et entrer en contact avec des organisations et des jeunes du monde entier.

A noter : à l'heure actuelle, nous sommes uniquement en mesure d'offrir des places de stage aux résidents autorisés ou citoyens de l'Union européenne.

Postes et stages non rémunérés : nous couvrons les frais de déjeuner et de déplacement liés au travail au sein des Pays-Bas. Les bénévoles reçoivent une formation interne et font pleinement partie de notre équipe. Postes proposés actuellement :

Advocacy Programme Officer (agent de programme de promotion)

Minimum 32 – 40 heures par semaine

Minimum 5 mois

Début : dès que possible

African Student Conference Officer (agent Conférence des étudiants africains)

Minimum 24 – 32 heures par semaine

Minimum 5 mois

Début : août-septembre 2008

Minimum 24 – 32 heures par semaine

Minimum 5 mois

Début immédiatement

N.B. Ces postes peuvent être combinés et n'excluent pas d'autres possibilités de stages ou autres activités bénévoles. Contactez-nous pour en savoir plus !

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation, en mentionnant votre disponibilité, à :
Cristiana Conte, tél +31-703-647799, courriel : coordinator@unoy.org, www.unoy.org
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement ! ■

MIR en Action est publié 4 fois par an, en anglais et en français par:

International Fellowship of Reconciliation/Mouvement International de la Réconciliation (IFOR)

Spoorstraat 38

1815 BK Alkmaar, Netherlands

T: +31 72 512 3014 / F: +31 72 515 1102

Fondé en 1919, le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) compte aujourd'hui des organisations membres dans plus de 50 pays à travers le monde. Le MIR soutient les activités de ces organisations membres à travers des programmes mondiaux, la formation à la non-violence active, le soutien et la mise en contact d'artisans de la paix dans les zones en conflit, en donnant aux jeunes les moyens de contribuer à la non-violence et en faisant campagne pour le désarmement. Le MIR rassemble des croyants de chacune des grandes traditions religieuses qui se sont engagés à la non-violence active. Le MIR a un statut consultatif aux Nations Unies et à l'UNESCO.

Pour en savoir plus sur le MIR, consultez notre site: www.ifor.org

Mise en page / Conception: Stan Morris

Correction d'épreuve: Virginia Baron

Traduction: Cecille Pougault

Veuillez noter: Le MIR se réserve le droit de corriger les contributions à des fins de clarté et de contenu.

La reproduction de cette publication sur support électronique est encouragée. Les articles signés ne reflètent pas nécessairement les positions du MIR. La reproduction des articles signés nécessite l'autorisation expresse de l'auteur. La reproduction des communiqués de presse et des annonces et articles par le MIR est libre.

Le dernier numéro et les numéros précédents de MIR en Action sont disponibles sur la Toile à: www.ifor.org/publication.htm

